

Mardi 16 décembre 2008

[Le Canard, Hassan II, Mitterrand et nous...](#)

Fondateur du Comité d'Action pour la Libération des Prisonniers d'Opinion au Maroc (CALPOM), Mohamed Souhaili politologue et sociologue, exilé en France depuis 1972, intervient sur son [blog](#) sur "le mythe de l'indépendance du Canard Enchaîné (le vrai Canard)". Il a écrit *Les Damnés du Royaume*, réédité en 1986 (EDI) et en 1992, *le Roi et la Rose, Hassan II et Mitterrand* (L'Harmattan).

" Mon contact avec le Canard Enchaîné remonte à la fin des années 70. C'est Claude Roire, collaborateur respecté de l'hebdomadaire, qui m'avait mis en contact avec Patrice Vautier qui fut l'un des journalistes très présents dans l'affaire des diamants de Bokasa offerts à Giscard, malheureux candidat sortant aux Présidentielles de 1981.

Patrice Vautier était devenu un ami. Lorsque je lui envoyais des informations sur la répression au Maroc, il les transmettait au rédacteur en chef Claude Angéli qui seul décidait de leur exploitation ou non. Avec le recul, le constat qu'il convient de faire aujourd'hui c'est que le Canard Enchaîné ne laissait passer aucune occasion de « se payer Hassan II » qualifié tantôt de Monsieur Hassan II, tantôt de trou du c ou encore Hassansin ! Cet acharnement qui enchantait l'exilé politique que j'étais (et que je suis toujours) dura jusqu'à fin 1984 environ. Après cette échéance, le Canard Enchaîné va observer une cure d'Hassan II jusqu'en 1990, soit un silence mystérieux de 5 ans. Je précise ici que n'importe qui peut aisément vérifier cette incroyable lacune pour peu qu'il veuille bien se donner la peine de consulter les archives du Canard.

Comment expliquer ce mystère ? Il suffit de se rappeler que l'ancien avocat du Canard enchaîné, un intime de François Mitterrand, en l'occurrence Rolland Dumas, avait été nommé Ministre des Relations Extérieures précisément... en 1984 ! Intime de François Mitterrand avons-nous dit, il ne tardera pas à devenir l'« ami » du roi du Maroc (dixit Hassan II lui-même, à l'émission « L'heure de vérité » en 1989). Il ne s'agit pas ici d'une conclusion découlant d'une construction intellectuelle car je sais notamment par Patrice Vautier et par un ancien chef de la Résistance française, mon ami Claude Bourdet, à quel point Rolland Dumas était intervenu avec insistance auprès de la direction du Canard pour censurer mes écrits sur les prisonniers politiques et mon ouvrage publié d'abord à compte d'auteur en 1985, *Les Damnés du Royaume*, réédité en 1986 chez EDI. Et si quelqu'un avait un doute au sujet de mes affirmations, il faudrait nous expliquer pourquoi la visite officielle d'Hassan II en France en novembre 1985 avait été complètement ignorée par le Canard Enchaîné au contraire de celle effectuée quelques jours plus tard par le chef d'Etat polonais Jaruzelski.

Pour éclairer le lecteur sur cette anomalie, il convient de fournir des précisions d'ordre géopolitique inhérentes au contexte international. En Pologne, alors que le syndicat de Lech Walesa Solidarnosc avait le vent en poupe, l'armée est intervenue pour instaurer l'état de siège afin d'éviter un bain de sang dans l'éventualité d'une intervention militaire soviétique. Réaliste, Mitterrand avait invité le nouveau chef d'Etat polonais pour l'aider à acquérir une respectabilité internationale. Bonne ou mauvaise résolution, le Président français était dans son rôle. L'opinion publique s'en était émue grâce au levé de bouclier de la quasi-totalité de la presse qui était naturellement dans son rôle aussi. Dans le cas du Maroc, Hassan II comptait des milliers de prisonniers et de disparus dans ses prisons officielles et secrètes. Pour cette raison, il venait d'être condamné par les Parlementaires Européens sensibilisés par notre association le Comité d'Action Pour la Libération des Prisonniers d'Opinion au Maroc (CALPOM). Ces faits avaient été sciemment occultés par la presse française durant la visite d'Hassan au motif que le roi venait d'afficher la veille publiquement sa volonté de recevoir, à Rabat, le Premier Ministre israélien Shimon Perès.

Si le Président français, bien que socialiste, a été dans ce cas aussi dans son rôle, le silence flagrant des médias, et en particulier du Canard Enchaîné, est de nature à révéler un traitement sélectif en matière des droits de l'Homme, en tout cas une connivence caractérisée entre la presse et le pouvoir en France. Alors, épisode accidentel pour le Canard ? La suite des événements passés sous silence par l'hebdomadaire en dépit de mes alertes personnelles, comme le sort de la famille Oufkir (révélé en 1987), la mort sous la torture de militants politiques, ou encore les sanctions économiques à l'encontre du régime marocain, votées par le Parlement européen en 1992, montre que le Canard avait définitivement cédé à la pression du pouvoir mitterrandien soucieux de protéger, coûte que coûte, la dictature qui sévissait au Maroc durant ces années. "